

LIBERTÉ
CITIZENSHIP
L'ISRAËLE

DIFFICILE COUVERTURE DU PROCHE-ORIENT

Journalistes israéliens **INDOCILES**



RELAYANT LE DISCOURS DE L'ÉTAT HÉBREU, LE MONDE OCCIDENTAL A COUTUME DE PRÉSENTER ISRAËL COMME « L'UNIQUE DÉMOCRATIE DU MOYEN-ORIENT ». PEUT-ON ENCORE PARLER DE DÉMOCRATIE QUAND TANT DE DROITS CONCRETS SONT BAFOUÉS, EN PARTICULIER DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS ? FAISANT HONNEUR À LEUR PROFESSION, DE RARES JOURNALISTES ISRAËLIENS NE RENONCENT PAS À LEUR DEVOIR D'INFORMER ET DE TÉMOIGNER, NON SANS DIFFICULTÉS.



© Leila Shahshahani

C'était mal parti ! Attendue en Israël pour rencontrer quelques figures du journalisme, l'accès au pays m'a été refusé. Faits reprochés : avoir voulu me rendre dans les territoires palestiniens quelques jours plus tôt pour suivre une mission internationale de solidarité. Carte de presse ou pas, le ministère de l'Intérieur israélien s'est montré inflexible. Cette mésaventure devient somme toute banale, y compris pour les journalistes. Quand on souhaite se rendre en Cisjordanie, mieux vaut désormais mentir sur sa destination réelle en arrivant aux frontières gardées par Israël, si on ne veut pas être refoulé. En mai 2010, le grand intellectuel juif

Gaza et causer la mort du photographe turc Cevdet Kiliçlar. Beaucoup attendent toujours la restitution de leur équipement et restent interdits d'accès en Israël.

EN ROUTE POUR GAZA

Le 26 juin dernier, le directeur du bureau de presse du gouvernement a brandi des menaces à l'encontre des reporters embarquant sur la nouvelle flottille. La journaliste israélienne Amira Hass était à bord du seul navire en route pour Gaza, les autres ayant été bloqués à Athènes. Depuis 1993, elle est la correspondante permanente en Palestine de *Haaretz* (Le Pays), l'un des trois principaux quotidiens de l'État hébreu. C'est

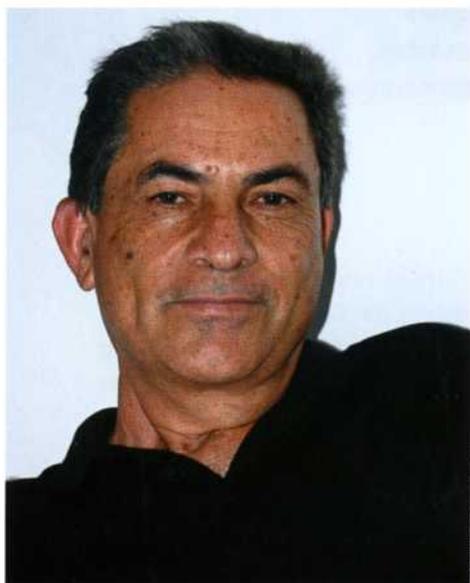
Amira Hass : « J'ai besoin de vivre l'occupation au quotidien pour pouvoir en parler. »

américain Noam Chomsky a été bloqué, alors qu'il devait tenir une conférence à l'université palestinienne de Birzeit. Quelques jours plus tard, une soixantaine de journalistes furent arrêtés, expulsés et leur matériel confisqué. L'armée israélienne venait de donner l'assaut sur la flottille pour

l'unique correspondante juive israélienne d'un grand média dans les territoires palestiniens (à Gaza puis Ramallah), où elle a appris l'arabe.

« J'ai besoin de vivre l'occupation au quotidien pour pouvoir en parler », explique cette fille de résistants juifs communistes d'Europe centrale rescapés des camps nazis. Cette conviction d'agir « comme n'importe quel journaliste envoyé comme correspondant à l'étranger » est jugée insensée par la plupart de ses concitoyens. Elle n'a pas demandé l'autorisation de s'installer à Gaza. « J'ai pratiqué la politique du fait accompli, une spécialité israélienne », ➔

← Une journaliste de la chaîne de TV libanaise Al Quds fait un plateau en situation devant le point de contrôle de Kalandia, à Ramallah, tandis qu'un soldat israélien repousse une militante internationale venue manifester aux côtés des Palestiniens.



Gideon Levy, auteur de la chronique hebdomadaire "Zone d'ombre" pour le quotidien israélien Haaretz.

ironise-t-elle. « J'ai appris à voir Gaza à travers les yeux de ses habitants et non par la fenêtre d'une jeep de l'armée, d'une salle d'interrogatoire ou dans les documents du Shin Beth » [équivalent de la DST].

À plusieurs reprises, elle a craint pour sa vie, alors qu'elle se trouvait aux côtés de Palestiniens visés par des tirs de colons. Si ses articles d'opinion ont été régulièrement publiés, certains papiers d'actualité, notamment pendant la deuxième Intifada et après l'évacuation des colons de Gaza, ont failli lui coûter son poste. Après un an « d'absence », elle a repris l'écriture à la faveur d'un changement d'équipe rédactionnelle. Il lui serait difficile de revenir vivre en Israël, même si le récent mouvement social lui redonne espoir : « Quand on demande une justice sociale, on s'intéresse au budget de l'État, on se demande où va l'argent et on commence à parler de l'occupation. »

En 2003, Amira Hass a reçu le prix de la liberté de la presse de l'UNESCO. Sa couverture de l'opération Plomb durci sur Gaza lui valut le prix Reporters sans frontières en 2009. Elle lui a aussi valu une arrestation au poste de contrôle d'Erez, pour « être entrée illégalement dans un État ennemi ». Depuis novembre 2006, Israël impose un blocus médiatique à la bande de Gaza.

ZONE D'OMBRE

Gideon Levy y a réalisé son dernier reportage juste avant l'entrée en vigueur de ce blocus. Autre grande figure engagée d'*Haaretz*, il dénonce les crimes de l'armée israélienne dans sa chronique hebdomadaire « Twilight zone » (Zone d'ombre). Né en 1953 à Tel-Aviv, de parents juifs allemands ayant fui l'Europe, il effectue son service militaire pour la radio de l'armée. Il travaille ensuite comme assistant pour Shimon Peres, alors leader du parti travailliste. Depuis 1982, il a forgé des convictions fortes au fil de ses reportages en Cisjordanie : « Israël, c'est l'occupation, l'occupation, c'est Israël », assène-t-il. Le 2 juillet 2006, il écrit à propos d'une opération sur Gaza : « Un pays, qui prend de telles décisions et commet de tels actes, plus rien ne le différencie d'une organisation terroriste. »

Ses prises de position lui ont valu d'être traité de propagandiste du Hamas, sans jamais avoir eu à en découdre avec les tribunaux. Pas une seule fois, affirme-t-il, il n'a été empêché de publier un article dans *Haaretz*, où d'autres, comme Chaim Levinson ou l'éditorialiste Akiva Eldar, ont aussi coutume de dénoncer l'occupation. Il n'imagine pas pouvoir bénéficier d'une telle tribune dans d'autres médias, qu'il accuse de porter une lourde responsabilité : « Le rôle historique que jouent les médias israéliens est énorme. Ces médias, libres

de censure et de pression gouvernementale, ont déshumanisé les Palestiniens, les diabolisant. Sans leur coopération, l'occupation n'aurait pas duré si longtemps (...) Le flot d'informations est tellement unilatéral, il y a tellement de propagande, de mensonges et d'ignorance. »

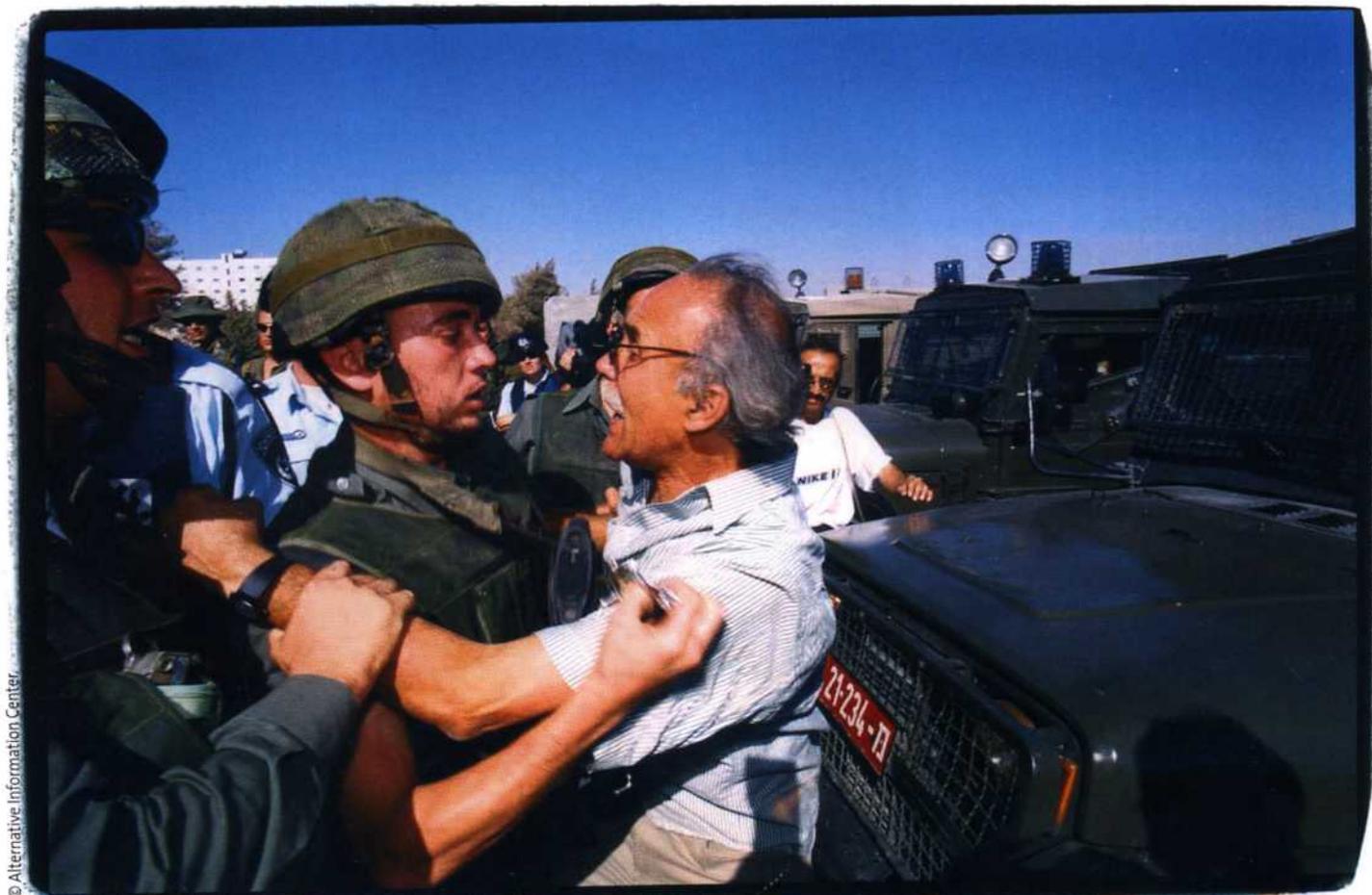
Le journaliste britannique Jonathan Cook, basé à Nazareth depuis les années 1990 et lauréat du prix Martha Gellhorn en 2011, rappelle que les reportages d'Hass et Levy restent marginaux

« Les médias israéliens, libres de censure et de pression gouvernementale, ont déshumanisé les Palestiniens, les diabolisant. »

par rapport à la couverture globale d'*Haaretz* qui a, ces dernières années, « remercié » des journalistes engagés tels Aviv Lavie ou Meron Rappaport. « Sans parler des journalistes palestiniens vivant en Israël, dont la voix est presque totalement exclue des médias israéliens », ajoute Cook.

INDIFFÉRENCE ET AUTOCENSURE

Même s'il reconnaît qu'*Haaretz* offre la couverture la plus fiable sur l'actualité des territoires occupés, le militant et journaliste Michel Warschawski, dit « Mikado », estime pour sa part que la presse israélienne propose régulièrement des regards critiques, avec une vingtaine de journalistes sérieux, également dans les quotidiens *Yediot Aharonot* et *Maariv*. À partir de 1993, ce dernier a publié les chroniques d'Uri



© Alternative Information Center

Avnery, fondateur du « Bloc de la paix » et bien avant de l'hebdo *Haolam Hazeh*, qui fut de 1950 à 1990 l'un des journaux les plus critiques contre les gouvernements israéliens.

Warschawski lui-même, antisioniste partisan d'un État binational et farouche opposant à l'occupation, obtient des tribunes dans les médias, « à condition de ne pas en abuser », s'amuse-t-il. Pour lui, le problème est ailleurs : les Israéliens, y compris dans les milieux progressistes, préfèrent ignorer ce qui se trame à quelques kilomètres de chez eux. S'ensuit un réflexe d'autocensure des médias.

Amira Hass et Gideon Levy ne se font guère d'illusions sur leur capacité à réveiller les consciences. « *Les lecteurs ne veulent pas lire, le gouvernement et l'armée ne veulent pas que l'on sache et les journalistes ne sont pas pressés de*

Michel Warschawski lors d'une ↑ altercation avec l'armée israélienne près d'Hébron en 2009.

raconter », écrit Levy. « *Mais l'information est disponible et on ne pourra pas dire qu'on ne savait pas* », conclut Warschawski.

Venu à Jérusalem pour ses études, ce fils d'un grand rabbin de Strasbourg prend vite conscience de l'occupation. Il milite à l'Organisation socialiste israélienne et co-fonde en 1984 le Centre d'information alternative, lieu d'échanges devenu une sorte d'agence de presse israélo-palestinienne à l'attention des médias israéliens souvent peu au fait de la réalité des territoires occupés.

Les orientations du Centre lui ont valu en 1988 un procès, la confiscation définitive de sa carte de presse et huit

mois de prison pour « *prestation de service à organisation illégale* ». Tout contact avec l'OLP était alors proscrit et on lui reprocha la livraison de matériel de publication au Front populaire de libération de la Palestine, considéré comme « terroriste » par Israël. Le centre fut fermé pendant six mois. Aujourd'hui, le Centre a évolué vers la production d'informations analytiques et reçoit de nombreux visiteurs en partance vers les territoires occupés. Présidé par Warschawski, il emploie une douzaine de personnes à Jérusalem et dans la ville palestinienne de Beit Sahour, et reste à la merci des lois liberticides adoptées par l'actuel gouvernement. « *Si le centre est fermé, nous militerons autrement* », affirme Warschawski, auteur de nombreux ouvrages et articles dans la presse étrangère. →

UNE LIBERTÉ LIMITÉE

Si la liberté de la presse est globalement reconnue en Israël, de sérieux problèmes demeurent. Concernant les territoires occupés, « l'armée et les services de renseignements constituent la principale source d'information des médias israéliens », confirme Soazig Dollet du bureau Moyen-Orient de RSF. « L'entrée à Gaza demeure quasiment impossible pour tous les journalistes indépendants, dont les voix sont souvent

Journalistes israéliens et étrangers → bousculés par la police israélienne à Jérusalem Est lors d'une manifestation palestinienne, le 13 mai 2011.



Journalistes palestiniens entre occupation et abus d'autorité

Selon Reporters sans frontières, 19 cas au moins d'exactions de l'armée israélienne sur des journalistes palestiniens ont été enregistrés durant le seul premier semestre 2011. L'organisation recense notamment un tir à Gaza sur Mohamed Othman « clairement identifiable comme professionnel de l'information ». En 2010, plus de 50 cas de violences ont été rapportés.

Les forces de défense israéliennes appartiennent au club peu fréquentable des « prédateurs » recensés par RSF. De nombreux journalistes ont été abattus dans l'exercice de leurs fonctions, comme Nazeh Darouazi de l'Associated Press Television News (Naplouse, 2003) ou Fadel Chanaa de Reuters (Gaza, 2008). Durant l'opération Plomb durci à Gaza, l'armée israélienne a attaqué des bâtiments abritant des médias palestiniens et étrangers. **Au-delà des tirs**, Charlotte Alfred, de l'agence de presse palestinienne indépendante Ma'an, déplore les restrictions de mouvement imposées aux journalistes palestiniens par Israël et son refus de reconnaître leur statut professionnel. Les agressions ou les arrestations sommaires sont fréquentes.

Elle pointe aussi les autorités palestiniennes, qui, au nom de l'unité nationale, imposent des restrictions aux journalistes critiques à l'égard des institutions et de la société palestiniennes, entraînant un réflexe

d'autocensure. Les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne et du gouvernement du Hamas sont aussi au rang des « prédateurs » de RSF. Au premier semestre 2011, le Centre palestinien pour le développement et la liberté des médias (MADA) a recensé 113 violations de la liberté de la presse dans les territoires occupés, dont 68 du fait des forces de sécurité palestiniennes, notamment lors des manifestations de jeunes demandant la fin des divisions politiques internes.

Ce constat recoupe celui de Human Rights Watch, ou d'Amnesty International qui écrivait en 2010 à propos des journalistes palestiniens : « D'une part, ils sont harcelés par les forces israéliennes ; d'autre part, en Cisjordanie, ceux qui sont considérés comme favorables au Hamas sont susceptibles d'être détenus par les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne, tandis qu'à Gaza, les partisans présumés du Fatah sont harcelés par les forces de sécurité du Hamas. » Dans un communiqué du 18 juillet 2011, le centre MADA constate une baisse des violations commises par les forces de sécurité palestiniennes, « due en partie à la signature de l'accord de réconciliation entre le Fatah et le Hamas du 4 mai 2011 ».

Quelques jours plus tôt, les bureaux de l'agence Ma'an étaient attaqués à Gaza. Une enquête est en cours...

LSH

les plus critiques », confirme Jonathan Cook, lui-même interdit d'accès. Récemment, le Parlement israélien a adopté une loi permettant de sanctionner les personnes ou organisations soutenant la campagne internationale de boycott contre Israël. « C'est une violation de la liberté de parole visant directement les Israéliens qui dénoncent l'occupation », s'indigne Amira Hass. « J'irai devant le tribunal s'il le faut », déclare Gideon Levy. Il faut enfin mentionner les exactions fréquentes de l'armée israélienne, dont les tirs délibérés font de nombreuses victimes parmi les journalistes palestiniens. Des journalistes étrangers en font aussi les frais, comme le réalisateur britannique James Miller, tué en 2003 à Gaza. « C'était un meurtre. Ils savaient

qu'il était journaliste, sur sa veste était écrit "Presse". Ils lui ont juste tiré dessus », raconte Levy¹. « Dans la plupart des cas, l'armée s'est abstenue de mener des investigations sérieuses ou d'en rendre compte publiquement », déclarait en 2005 la Fédération internationale des journalistes. Même constat chez RSF, où l'on déplore l'impunité de ces actes.

Leïla Shahshahani

¹ Source : entretien avec David Cronin du 31 mars 2010, « A rare voice of courage: journalist Gideon Levy interviewed », publiée sur <http://electronicintifada.net/content/rare-voice-courage-journalist-gideon-levy-interviewed/8757>.

² Sur l'attitude d'Israël vis-à-vis des médias, lire « Publish it Not », de Jonathan Cook, paru dans The Link (Vol. 43, n°5), déc. 2010

Pour aller plus loin

» Amira Hass a tiré deux ouvrages de ses articles pour Haaretz : *Boire la mer à Gaza, chronique 1993-1996* (La Fabrique, 2001) et *Correspondante à Ramallah, 1997-2003* (La Fabrique, 2004).

» Gideon Levy a publié *Gaza, articles pour Haaretz, 2006-2009* (La Fabrique, 2009).

» Michel Warschawski a notamment publié : *Sur la frontière* (Stock, 2002), *À tombeau ouvert. La crise de la société israélienne* (La Fabrique, 2003), *Programmer le désastre. La politique israélienne à l'œuvre* (La Fabrique, 2008), *Destins croisés. Israéliens-Palestiniens, l'histoire en partage* (Riveneuve, 2009).

LA VOIX
DU
NORD

La Voix du Nord a 70 ans !

Fondée en avril 1941, pendant la Seconde Guerre mondiale, La Voix du Nord paraîtra 63 fois clandestinement. Depuis 70 ans, elle se transforme et évolue tout en respectant ses valeurs d'origine.

WEO
LA
TNT
NORD-PAS DE CALAIS

LA VOIX
GROUPE

La Voix du Nord et le groupe LA VOIX sont devenus le principal groupe de communication au nord de Paris.